

A J-30, où sont passés les anciens électeurs de Nicolas Sarkozy ?

Crédité de moins de 20% dans les dernières enquêtes d'intentions de vote, François Fillon apparaît désormais en situation de challenger au premier tour de l'élection présidentielle. Beaucoup soulignent, à juste titre, la relative solidité de son socle électoral. Au moins deux éléments viennent étayer cette analyse. D'abord, le candidat soutenu par LR et l'UDI n'a jamais vu, à date, ses intentions de vote baisser en dessous des 17%, même au plus fort des incertitudes sur l'avenir de sa candidature. Ensuite, les trois quarts environ de ses électeurs potentiels se disent sûrs de leur choix, à des niveaux supérieurs à ceux enregistrés pour les autres candidats, à l'exception de Marine Le Pen.

Il faut toutefois regarder dans le rétroviseur pour mieux apprécier l'ampleur des difficultés auxquelles fait face aujourd'hui l'ancien Premier ministre, qui a vu son potentiel électoral fondre d'environ un tiers depuis sa victoire à la primaire de la droite et du centre. Cette baisse s'est construite en deux temps. D'abord sous l'effet des débats sur son programme, en matière de santé et de protection sociale. Ensuite avec les accusations du Canard Enchaîné et les doutes soulevés autour de la réalité des emplois de sa femme et deux ses enfants comme assistants parlementaires, ainsi que les informations récentes sur les cadeaux dont aurait récemment bénéficié le candidat.

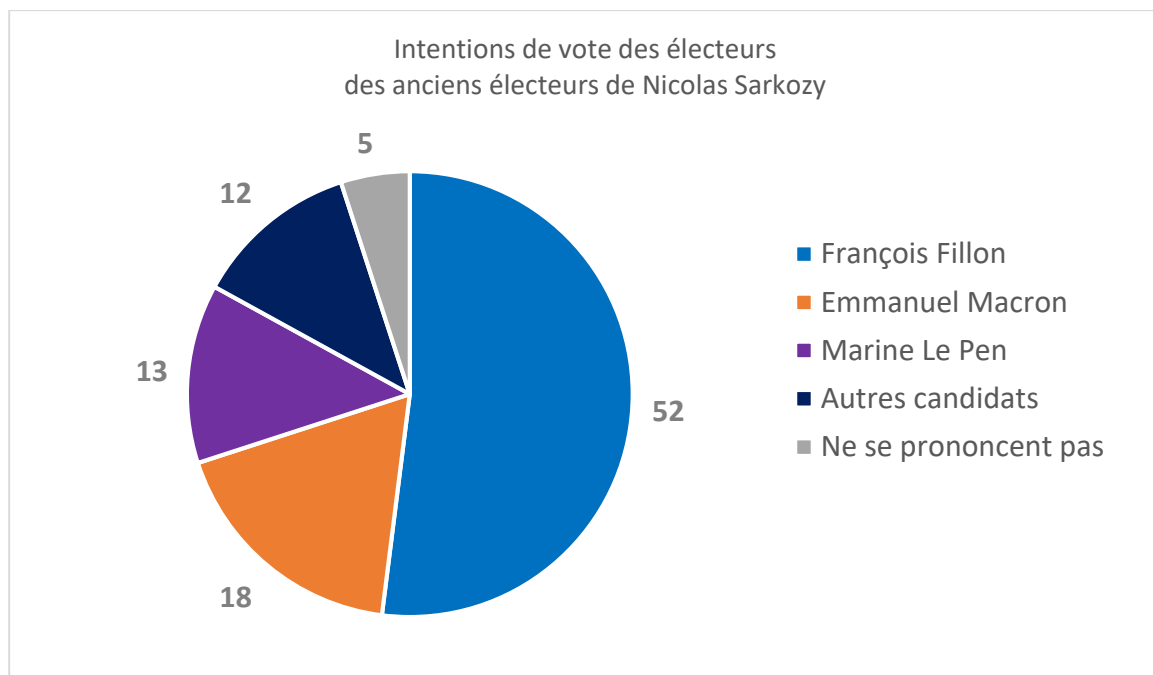
Partant de ce constat, François Fillon peut-il encore rattraper le « duo » de tête constitué d'Emmanuel Macron et Marine Le Pen, et par conséquent se qualifier pour le second tour de la présidentielle ? Il n'est bien entendu pas possible de prédire quelle sera l'issue du vote le 23 avril prochain. Les dernières enquêtes d'intentions de vote permettent toutefois d'éclairer la réflexion sur ce sujet, en s'intéressant à ceux qui font aujourd'hui défaut au candidat, à savoir une fraction significative des électeurs de Nicolas Sarkozy au premier tour de la présidentielle 2012.



(Visuel de campagne de Nicolas Sarkozy pour l'élection présidentielle de 2012)

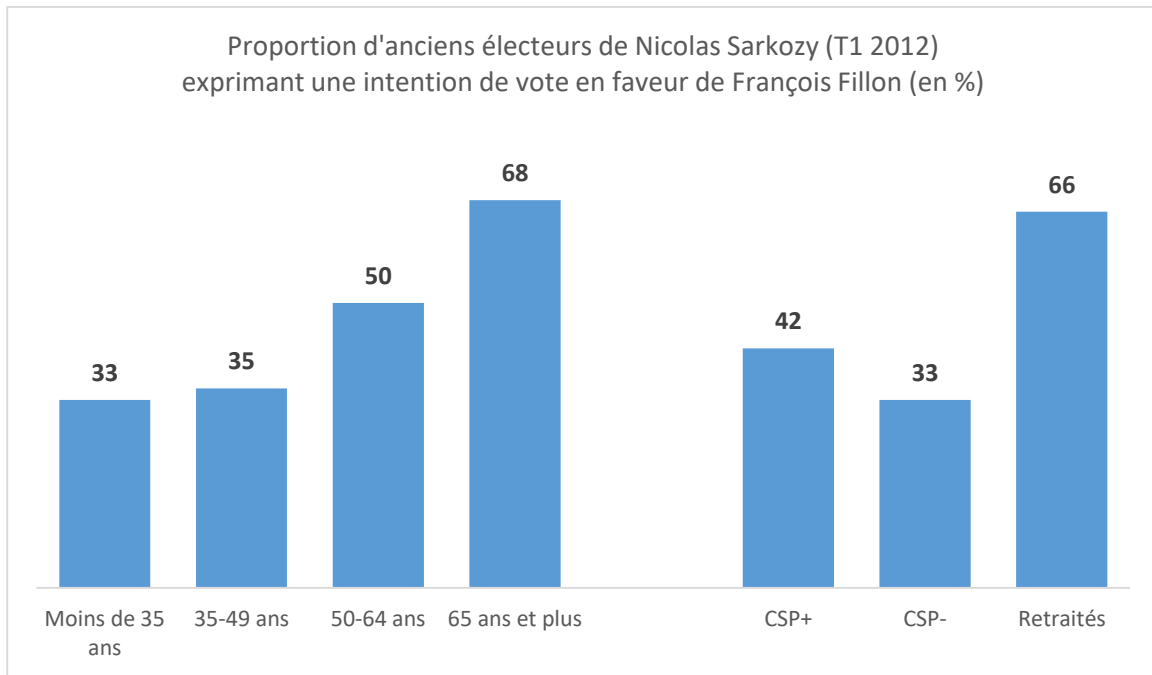
François Fillon est le principal réceptacle des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy, mais il pâtit de déperditions anormalement élevées.

Sur la période allant du 14 au 21 mars 2017, une courte majorité (52%) des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 apporteraient leur vote à son ancien Premier ministre. Ces électeurs constituent, à eux seuls, l'essentiel des soutiens de François Fillon puisqu'ils comptent pour l'équivalent d'environ 14% à 15% de suffrages exprimés. Les défections s'avèrent toutefois anormalement élevées et révèlent en creux combien le « poison du doute » et les débats en matière de santé et de protection sociale ont provoqué des dégâts : 43% des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy voteraient pour un autre candidat que le vainqueur de la primaire de la droite et du centre, auxquels s'ajoutent 5% n'exprimant aucune intention de vote – à ce stade – parce que davantage tentés par le vote blanc ou nul, voire l'abstention.



En analysant plus en profondeur ces résultats, nos données mettent principalement à jour une double fracture, à la fois générationnelle et socioprofessionnelle chez les électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012. Sur le spectre générationnel, elle tend à opposer les générations en âge de travailler aux retraités. C'est chez les personnes âgées moins de 50 ans, soit le cœur de la population active, que les déperditions apparaissent les plus nombreuses pour François Fillon, tandis que les seniors se portent toujours à une très large majorité sur la candidature de l'ancien Premier ministre.

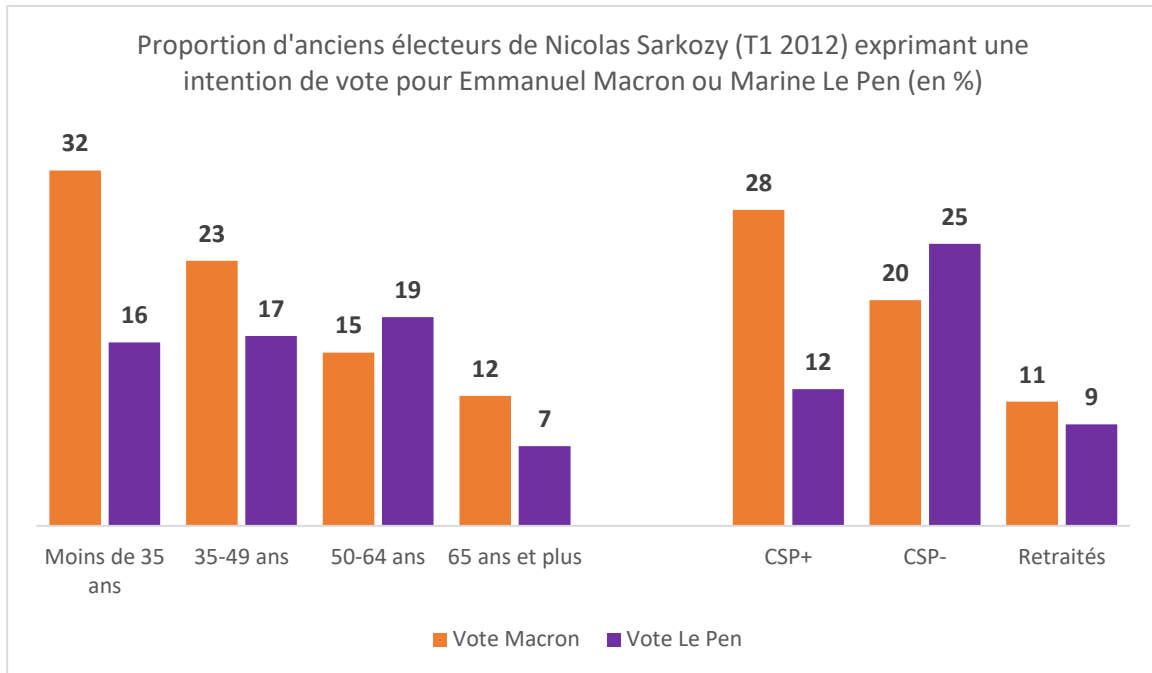
Au sein de la population active, et alors que les pertes s'avèrent déjà nombreuses, un second clivage apparaît et tend, quant à lui, à opposer les classes moyennes et supérieures (CSP+) aux milieux populaires. 42% des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 issus des CSP+ voteraient pour François Fillon, contre un tiers parmi les catégories populaires, regroupant employés et ouvriers. Le statut de retraité étant étroitement corrélé avec l'âge, les personnes à la retraite restent, au deux tiers, acquises au candidat.



A eux deux, Emmanuel Macron et Marine Le Pen siphonnent près d'un tiers de l'électorat de Nicolas Sarkozy 2012.

Les difficultés rencontrées par François Fillon permettent à deux candidats d'agréger à eux seuls la majorité des déperditions s'opérant à son détriment. Sur sa droite, Marine Le Pen capte 13% des anciens électeurs du chef de l'Etat tandis que, sur sa gauche, Emmanuel Macron en récupère la plus grande part : 18%.

La déclinaison des déperditions du candidat soutenu par LR et l'UDI au profit d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen par classes d'âge et par grandes catégories socioprofessionnelles permet de mieux comprendre les mécanismes à l'œuvre. D'abord, il est frappant de constater que ces déperditions tendent à se faire assez nettement à l'avantage d'Emmanuel Macron parmi les personnes âgées de moins de 50 ans – à forte proportion d'actifs – et en particulier chez les plus jeunes. Près du tiers des anciens électeurs de Nicolas Sarkozy âgés de moins de 35 ans (dont la plupart ont voté pour la première fois en 2007 ou en 2012) voteraient aujourd'hui pour Emmanuel Macron contre 16% pour Marine Le Pen. Seules les personnes âgées de 50 à 64 ans semblent faire exception : 19% préférant Marine Le Pen à Emmanuel Macron, qui la talonne toutefois avec 15% des intentions de vote.



En fait, l'orientation des votes vers Emmanuel Macron ou Marine Le Pen pourrait être davantage structurée par la catégorie socioprofessionnelle des « changeurs » parmi les anciens électeurs de Nicolas Sarkozy. Le fondateur et candidat d'« En marche ! » est ainsi crédité de 28% des intentions de vote parmi les électeurs issus des classes moyennes et supérieures et ayant voté pour Nicolas Sarkozy il y a cinq ans, contre seulement 12% pour Marine Le Pen. A l'inverse, la candidate du Front national apparaît comme le principal réceptacle des intentions de vote exprimées par les anciens électeurs de Nicolas Sarkozy issus des milieux populaires. La candidate du Front national y est créditée de 25%, contre 20% pour Emmanuel Macron. Notons toutefois que l'étiage de l'ancien ministre de l'Economie se situe à un niveau sensiblement plus élevé que celui de Marine Le Pen chez les CSP+, un résultat que d'aucuns pourraient considérer comme élevé pour un candidat fréquemment renvoyé à son passé de banquier d'affaire. Enfin chez les retraités, segment de population le plus fidèle au candidat de la droite et du centre d'une élection présidentielle à une autre, Emmanuel Macron devance très légèrement la présidente du Front national : 11% des « changeurs » voteraient pour lui contre 9% pour Marine Le Pen.

*

L'électorat de la droite et du centre ne constituant pas un bloc homogène, ces quelques résultats et les tendances décelées ici illustrent toute la complexité de l'équation face à laquelle est placé François Fillon.

Pour reprendre la célèbre typologie des droites opérée par René Rémond, l'on serait tenté d'affirmer que le candidat d'« En marche ! » attirerait plutôt sur son nom des électeurs en provenance de la « droite orléaniste », de sensibilité libérale, Marine Le Pen puisant quant à elle ses renforts dans les viviers de la « droite bonapartiste », orpheline de l'ancien Président de la République et plus autoritaire. Sans doute y-a-t-il ici une part de vérité mais ce clivage nécessite toutefois d'être complété selon les termes du débat tel qu'il se dessine aujourd'hui en France. Il prend forme autour d'une ligne de fracture opposant d'une part les partisans d'une ouverture assumée et revendiquée au monde d'aujourd'hui, et d'autre part les tenants d'une protection accrue, voire d'un repli sur soi, face aux dangers associés à l'intégration européenne et à la mondialisation. Une fracture emblématisée par l'opposition que Marine Le Pen et Emmanuel Macron, en tête des intentions de vote de premier tour aujourd'hui, cherchent opportunément à incarner, paralysant en retour les marges de manœuvre de François Fillon.

Pour autant à la lecture de nos données – et c'est une surprise – on ne peut exclure qu'Emmanuel Macron parvienne ici aussi à brouiller ces lignes de clivage, ne serait-ce que partiellement, comme l'avait fait avec succès Nicolas Sarkozy, en 2007. Crédité de 20% des intentions de vote parmi les anciens électeurs de Nicolas Sarkozy issus des milieux populaires, devancé de « seulement » 8 points par Marine Le Pen auprès de ce segment qui lui serait a priori défavorable, le candidat d'« En marche ! » tire sans doute profit de la place centrale qu'occupe la valeur travail dans sa campagne. Si celui-ci n'a pas fait sienne la célèbre formule de Nicolas Sarkozy du « travailler plus pour gagner plus », ses propositions autour du travail et du pouvoir d'achat (exonération de la taxe d'habitation pour 80% des ménages, allègement des cotisations sociales des salariés via un basculement sur la CSG à l'assiette plus large...) recréent une association qui était au cœur de la stratégie gagnante de l'ancien chef de l'Etat et ne laissent probablement pas insensibles les catégories populaires. Une association qu'a d'ailleurs tenté de recréer François Fillon en amendant son programme, mais qui semble jusqu'à présent ne pas avoir rencontré l'écho espéré par le candidat et ses soutiens.

Yves-Marie Cann

Directeur des études politiques

Méthodologie : données issues d'un cumul d'enquêtes Elabe réalisées du 14 au 21 mars 2017. Sur l'ensemble de la période, 5 062 personnes ont été interrogées, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères de sexe, d'âge et de profession de la personne interrogée après stratification géographique par la région de résidence et la catégorie d'agglomération. Interrogation par Internet (CAWI – Computer Assisted Web Interviews).